

REPUBLIQUE DU BURUNDI



MINISTRE DE L'INTERIEUR
CABINET DU MINISTRE

SOIXANTIEME ANNIVERSAIRE DE LA CONVENTION DE 1951 SUR LES REFUGIES
CINQUANTIEME ANNIVERSAIRE DE LA CONVENTION DE 1961 SUR LES APATRIDES

REPUBLIQUE DU BURUNDI
MOT DE CIRCONSTANCE DU MINISTRE DE L'INTERIEUR

7- 8 DECEMBRE 2011

AM

Monsieur le Président,

C'est un grand honneur pour moi ainsi que pour la délégation du Burundi que je conduis, d'être ici présent pour célébrer, avec le faste voulu, ensemble avec tous les pays du monde deux anniversaires qui marquent la naissance de deux instruments importants qui nous permettent aujourd'hui d'assurer la protection des droits humains fondamentaux à ceux qui n'ont pas de protection de leur pays. J'ai cité, la Convention de 1951 relative au statut de réfugié et celle de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie. Qu'il me soit permis de remercier Monsieur le Haut Commissaire, et tous ceux qui se sont intensément dévoués pour que cet événement et cette célébration puissent avoir lieu.

**Monsieur le Président,
Monsieur le Haut Commissaire,**

Le Burundi fait partie des pays africains qui, le jour où ils ont reconquis leur indépendance, ont hérité en même temps du problème des réfugiés. Confronté aux multiples problèmes d'organisation d'un Etat nouveau, il a dû s'appuyer longtemps sur le savoir-faire du HCR et sur la solidarité internationale pour assurer la protection internationale des réfugiés sur son territoire. Le Burundi a cependant toujours mis à la disposition de cette solidarité internationale toutes les facilités nécessaires à l'accomplissement de sa mission humanitaire.

Depuis les premières années du XXIème siècle, ensemble avec le HCR, le Gouvernement a entamé un long processus de législation qui a permis de disposer, depuis novembre 2008 d'une loi nationale sur l'asile et la protection des réfugiés au Burundi.

Les Ordonnances d'application de cette loi ont permis, dès 2009, de mettre en place les structures de gestion de la politique d'asile et détailler, tant que faire se peut, les procédures d'asile au Burundi. La création de l'Office National de Protection des Réfugiés et Apatrides, ONPRA en sigles, a permis de disposer d'un organe technique national, chargé de recevoir et enregistrer les demandes d'asile, de s'entretenir avec les demandeurs d'asile, d'évaluer leur demande, de proposer la reconnaissance du statut de réfugié ou le rejet de la demande, de notifier les décisions, de recevoir et organiser les recours, d'assurer l'assistance juridique, de délivrer les documents de protection aux demandeurs d'asile et aux réfugiés, de coordonner les activités des partenaires chargés de l'assistance dans les camps, enfin, d'assurer la liaison avec l'administration et la bonne cohabitation avec la population hôte.

Le bilan de trois ans de travail de cet office et sa collaboration avec le HCR satisfait pleinement le Gouvernement et le peuple burundais.

En effet, le travail de sensibilisation, réalisé par le biais de l'organisation de nombreux séminaires a permis de mobiliser la population, les différentes autorités administratives et des migrations ; pour que tout demandeur d'asile soit orienté vers les structures compétentes décentralisées jusqu'au niveau des provinces. Des brochures expliquant toutes les procédures en plusieurs langues sont mises à la disposition des demandeurs d'asile. Ainsi le Burundi d'aujourd'hui peut être fière de ses autorités à la base et centrales et de leur respect du principe de non refoulement.

Le Burundi bénéficie des technologies les plus récentes en matière de gestion des données sur l'asile car il a le privilège de partager avec le HCR la base de données proGres.

Grâce à cet outil, les réfugiés et demandeurs d'asile ont un accès rapide aux documents de protection leur permettant ainsi de circuler librement sur tout le territoire du Burundi et d'être davantage protégés contre le refoulement.

Des agents de détermination du Statut de réfugié sont disponibles selon les spécificités du genre et des besoins spécifiques.

Ces agents ont suivi les formations les plus récentes développées en Union Européenne en matière de détermination du statut de réfugié sous l'appellation de < European Asylum Curriculum >, afin de garantir une procédure efficace et équitable aux demandeurs d'asile. Nos agents bénéficient de ces formations grâce à la coopération dans ce domaine que nous avons initiée avec le Royaume de Belgique.

Ces deux dernières années, l'organe chargé de la prise de décisions sur l'éligibilité au statut de réfugié, la Commission Consultative pour Etrangers et Réfugiés a déjà ainsi statué sur environ 3000 demandes d'asile sur recommandation éclairées de ces agents.

Dans la procédure d'asile au Burundi, l'ONPRA recourt à des interprètes qualifiés parlant plus de dix langues et dialectes couramment utilisés par les demandeurs d'asile de la région assurant ainsi aux demandeurs la possibilité de bien présenter leur requête dans la langue de leur choix sans contrainte.

Au niveau des recours, des garanties supplémentaires ont été adoptées :

Des conseillers juridiques disponibles par des ONGs internationales, sont systématiquement mis à la disposition des demandeurs d'asile déboutés en première instance.

Le recours à des interprètes est obligatoire même pour des demandeurs d'asile qui comprennent les langues utilisées au Burundi.

Lors des audiences du Comité de Recours, il est donné à l'ONPRA et à l'avocat du demandeur d'asile une dernière occasion de présenter leurs arguments de façon contradictoire.

De plus, le Comité de Recours qui statue en dernier ressort sur une demande d'asile reçoit aussi les recours en cas de décision d'expulsion, d'annulation ou de révocation du statut de réfugié.

Au niveau de la protection internationale, les réfugiés au Burundi jouissent des normes de traitement des plus favorables. En matière de liberté de résidence et de circulation, les réfugiés ont le droit de s'établir où ils veulent s'ils n'ont pas besoin d'assistance. Qu'ils vivent dans les camps ou ailleurs. Ils sont munis de pièces d'identité leur permettant de circuler sur l'ensemble du territoire.

Cependant, pour voyager à l'extérieur du pays, quelques difficultés techniques retardent encore l'acquisition d'un titre de voyage burundais répondant aux normes du document 9303 de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale/e.

**Monsieur le Président,
Monsieur le Haut Commissaire,**

Dans le domaine de la lutte contre l'apatridie, peu de choses ont été déjà faites. Nous noterons cependant que depuis décembre de l'an passé, le Burundi a été sensible à l'appel du Haut Commissaire sur le sujet. Au cours de la dizaine de séminaires organisée cette année par l'ONPRA à l'intention de l'administration, la Police, la Justice, les Organisations de la Société Civile et les médias dans 8 provinces du pays et dans la capitale, les thèmes de la protection des apatrides et de la lutte contre l'apatridie ont été abordés. L'Administration et l'opinion publique burundaises sont donc prêtes à des engagements plus fermes dans ce domaine.

**Monsieur le Président,
Monsieur le Haut Commissaire,**

Comme vous le savez, le Burundi doit relever l'important défi lié au fait d'avoir sur son territoire toutes les catégories de personnes ayant besoin de la protection internationale dont le HCR a le mandat. Depuis les années 60, selon notre appréciation, la collaboration du Gouvernement du Burundi avec le HCR dans la protection des catégories ayant besoin de protection internationale a toujours été sincère et totale.

Conscient des défis nouveaux, tels que décrits par le Haut Commissaire dans son mot d'introduction,

Désireux aussi de toujours traduire dans les faits la tradition hospitalière profondément enracinée dans la culture séculaire du peuple burundais,
Déterminé à continuer à joindre ses maigres efforts à la solidarité internationale dans la résolution des problèmes des personnes ayant besoin de la protection internationale,

Le Burundi prend les engagements suivants:

- 1) entreprendre le processus de retrait des réserves qu'il a exprimées au Protocole de 1967 relatif au Statut de réfugié, à savoir les réserves concernant les articles 22, 17 et 26;
- 2) Mettre en œuvre dès l'année prochaine les provisions de la Convention de 1951 sur le statut des réfugiés concernant la délivrance de documents de voyage aux réfugiés reconnus au Burundi et répondant aux normes du document 9303 de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), assurant ainsi la pleine liberté de circulation des réfugiés ;
- 3) Prendre en compte les réfugiés urbains dans la planification urbaine et les stratégies de réduction de la pauvreté et du risque de catastrophes ;
- 4) Adhérer à la Convention de 1961 sur la Réduction des cas d'Apatridie ; et poursuivre le processus de ratification de la Convention de l'Union africaine sur la protection et l'assistance aux personnes déplacées en Afrique, signée par le Burundi en octobre 2009 ;
- 5) Procéder dans les plus brefs délais, avec l'appui du HCR, au profilage détaillé des personnes à risque d'apatridie au Burundi, et autoriser leur séjour sur le territoire Burundais pendant la durée de ce profilage et l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie relative au risque qu'elles encourent.

Je vous remercie de votre aimable attention.